

Propos liminaires du Président de la République en ouverture de la coalition pour les droits et la protection de l'enfance à l'ère de l'IA.

Emmanuel MACRON

Mesdames, Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Cher Pedro, cher Anthony,
Madame la Présidente de la Commission,
Mesdames, Messieurs les chefs de gouvernement et d'organisations internationales,
Mesdames, Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs, en vos grades et qualités,
Chers amis,

Permettez-moi d'abord de vous remercier d'être là et de remercier aussi les jeunes qui, il y a un instant, ont été diffusés et qui, au fond, ramènent le débat à l'essentiel et au cœur de notre message. Je crois que nous sommes tous ici convaincus qu'une civilisation se reconnaît toujours à ce qu'elle choisit de transmettre à ses enfants, à ce qu'elle leur permet pour prendre leur place dans le monde qui vient et à ce dont elle les protège aussi. Et c'est cela, l'enfance : le temps où l'on apprend à grandir, à devenir un citoyen, en recevant des autres les mots pour comprendre le monde et la confiance pour s'y aventurer.

Or, pour la première fois, nous avons des technologies qui entrent au cœur de cet apprentissage, avec la capacité de parler, de répondre, de se souvenir et même d'imiter des signes d'attention ou d'affection. Et, au fond, notre expérience collective, c'est que, ces dernières années, nous avons laissé nos réseaux sociaux d'abord s'installer dans l'espace de nos jeunes, dans leur espace intime, jusqu'à prendre énormément de place. C'est, au fond, le cœur de l'initiative que nous avons lancée à quelques-uns. Je veux ici vraiment saluer le rôle pionnier que l'Australie a mené, en passant en premier cette loi sur les réseaux sociaux pour les enfants et les adolescents, pour les protéger. Et puis, avec Pedro et quelques autres, nous avons lancé le mouvement avec quelques États affinitaires en Europe. Je veux remercier vraiment la présidente von der Leyen qui, dans son discours il y a quelques jours, a annoncé un nouvel acte de régulation pour protéger nos enfants et nos adolescents des réseaux sociaux, avec un système, je crois, très efficace, proportionné. Je ne vais pas entrer ici dans les détails, ce n'est pas l'objectif.

Mais je crois que la leçon que nous devons retenir, c'est que nous avons mis dix ans pour faire cela. Et que, pendant dix ans, nous avons laissé nos enfants et nos adolescents évoluer dans un système que nous maîtrisions assez peu, que nous apprenions à découvrir nous-mêmes. Et cela ne nous a pas tellement choqués qu'ils bâtissent leur développement affectif, sensoriel, cognitif dans quelque chose dont nous ne savions pas si c'était exactement fait pour eux ou pas. Et il a maintenant été établi que cela n'était pas fait pour eux.

L'OCDE l'a encore montré avec les tests PISA : les performances de lecture et d'apprentissage s'effondraient à cause de l'utilisation massive des réseaux sociaux. Nous avons vu nos jeunes passer, selon les pays, quatre à cinq heures par jour sur ces réseaux sociaux. Et nous avons vu également une épidémie de troubles psychiques, de problèmes de santé mentale et d'obésité apparaître, qui sont très clairement liés à ces réseaux sociaux. Donc, il y a des stratégies à développer. Elles doivent être, pour nous Européens, européennes, mais il doit y avoir une coopération au-delà de l'Europe avec tous les pays affinitaires. C'est pour cela que l'Australie est là et que William Ruto va nous rejoindre. Mais nous avons eu raison, au fond, de bâtir cette coopération pour agir. Et, au fond, le défi qui est posé, c'est qu'aujourd'hui l'intelligence artificielle est là.

Est-ce que nous avons envie d'attendre à nouveau dix ans pour faire les mêmes erreurs ?

Je pense que non.

Et donc, je crois que le sens même de cette coalition que nous avons bâtie, c'est de nous dire que l'intelligence artificielle, que nous sommes en train aujourd'hui de faire entrer dans nos vies, avec beaucoup de choses qui vont nous permettre d'innover, d'aller beaucoup plus loin, d'accroître la productivité, avec des risques aussi... On voit bien la coordination tâtonnante que nous sommes en train d'avoir. On veut tous avoir des modèles frontières. La compétition est de plus en plus difficile. Il y a de vrais risques embarqués. Mais l'IA est là. Et l'IA est déjà là dans la vie de nos enfants.

Tous vos enfants, ou les adolescents qui utilisent des messageries, ceux qui sont sur WhatsApp, ont des chatbots qui sont de l'IA et qui, aujourd'hui, imitent ce qu'est un ami, leur prodiguent des conseils, répondent à leurs anxiétés et, donc, quelque part, ont un impact sur leur développement. Et c'est vrai aujourd'hui de beaucoup, d'ailleurs, de réseaux qui utilisent même cette IA, et de beaucoup d'IA qui sont en train de se développer. Et je crois pouvoir dire que nous n'avons pas envie de répliquer les erreurs que nous avons faites sur les réseaux sociaux. Et donc, il faut, de manière en quelque sorte native, pouvoir évaluer ces modèles d'IA et mieux protéger nos enfants. Le but de notre coalition, c'est, au fond, de se dire qu'aucun modèle d'IA, par défaut, ne doit être mis dans la main des enfants avant d'avoir été testé, évalué et autorisé. Et il faut, tout de suite, agir. C'est la mission que nous voyons à travers notre coalition : rendre cette responsabilité réelle et mesurable grâce au travail des agences des Nations unies, de la société civile, des entreprises, des États, de la communauté scientifique et universitaire. Au fond, bâtir une gouvernance de l'intelligence artificielle fondée sur les droits de l'enfant. Nous devons, pour cela, relier les connaissances sur le développement de l'enfant à l'évaluation indépendante des modèles. Je crois que c'est très important. Et nous ne devons pas considérer qu'un modèle d'IA est bon et doit être mis dans la main de chaque enfant sans qu'il soit évalué.

Les chercheurs devront pouvoir observer ces systèmes, comprendre leur évolution et ainsi construire, justement, les bonnes réponses, avec aussi, dans les langues, les cultures et les situations éducatives différentes, la capacité de savoir s'adapter.

L'objectif de cette réunion, c'est clairement de mobiliser cette coalition que nous avons bâtie en juillet dernier à Genève. Je souhaite que nos échanges puissent fixer aujourd'hui ce mandat à cette coalition et réunir les premiers moyens nécessaires pour lancer des expérimentations. Et je vous propose aussi que nous utilisions le Forum de Paris sur la paix, en novembre prochain, pour essayer de bâtir des éléments plus concrets et de mobiliser des réponses très concrètes. Je remercie les agences des Nations unies qui sont là et qui sont très mobilisées. Je remercie tous les gouvernements présents. Et nous avons besoin d'engager avec nous tous les acteurs, je le disais, académiques et les entreprises. Lorsqu'une intelligence artificielle entre dans la vie des enfants, son fournisseur devra avoir l'obligation de démontrer les bénéfices qu'il revendique et permettre une évaluation indépendante de ses risques, selon l'âge, l'usage et le contexte.

Voilà. Je ne veux pas être plus long, mais c'était ainsi que je voulais poser les choses, dans un moment où nous avons connu une accélération sur les réseaux. Mais, au fond, il faut utiliser cela et ce que nous avons appris pour aller beaucoup plus vite sur l'intelligence artificielle.

Je vais maintenant passer la parole à mes coprésidents de la coalition.